

Mesdames et Messieurs, bonjour. Je vous remercie d'assister à cette séance d'information, malgré un préavis si court. Ma collègue, Mme Landry, les fonctionnaires ici présents et moi-même ferons de notre mieux pour vous fournir les renseignements qui vous seront le plus utiles, à vous ainsi qu'à vos gouvernements.

Nous vous avons conviés ici aujourd'hui parce que nous, du gouvernement, considérons ce budget comme l'un des plus importants pour l'avenir du Canada. Il ne s'agit pas seulement de notre bien-être national, mais aussi de notre capacité de jouer le rôle que nous désirons jouer sur l'échiquier international.

Vous savez déjà que le gouvernement s'inquiète de l'ampleur croissante de la dette publique et des coûts astronomiques que représentent les intérêts de cette dette. Si nous n'arrivons pas à maîtriser ce problème, tous les Canadiens en souffriront - en raison d'une économie plus faible, de taux d'intérêts plus élevés, d'une diminution des emplois et de l'érosion des programmes auxquels nous tenons.

Sur le plan international, le problème du déficit nous empêche de contribuer autant que nous le voudrions à la croissance et à la stabilité de l'économie mondiale, à la réduction des déséquilibres économiques et au contrôle de l'inflation. À la réunion du Comité intérimaire du FMI tenue tout récemment à Washington, nous avons fait part à nos partenaires internationaux de notre détermination à relever cet important défi.

Vous connaissez les chiffres dont a fait état M. Wilson, et donc l'ampleur du problème. Mais je voudrais relever ici certains des facteurs clés qui y ont contribué. Lorsque notre gouvernement est entré en fonctions, le déficit fédéral était énorme, de nature structurelle et en expansion.

Après vingt ans d'emprunts gouvernementaux, notre dette nationale se chiffre maintenant à 320 milliards de dollars. Plus la dette s'alourdissait, plus les paiements d'intérêts augmentaient. Aujourd'hui, 35 cents de chaque dollar perçu par le gouvernement vont au service de cette dette.

À l'évidence, il nous fallait abandonner cette voie. Avec le temps, le fardeau de la dette aurait fini par absorber une partie toujours plus grande des recettes du gouvernement et par nous forcer à éliminer d'autres programmes nécessaires.

Depuis qu'il est au pouvoir, notre gouvernement prend très au sérieux l'amplification du problème de la dette. Nous sommes parvenus, avec beaucoup de succès, à exercer un contrôle serré sur les dépenses au titre des programmes.